

Chili, Argentine et les autres

La dernière suite de la série d'articles sur les "Associations pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété" (TFP) nous a donné un aperçu sur les activités tapageuses de ce groupement de la droite ultraconservatrice au Brésil. Les TFP sont présents dans 15 pays différents: Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Portugal, Uruguay, Venezuela ainsi que, depuis quelques mois au Pérou et en Afrique du Sud ("Young South Africans for a Christian Civilisation")(1). Nous allons présenter ici les connivences de la TFP chilienne avec le régime du général Pinochet qui "fêta" ces jours-ci, avec bien des difficultés certes, ses 10 ans de pouvoir dictatorial. Cet exemple montre déjà que les méthodes des TFP sont partout les mêmes: à savoir celles avec lesquelles nous avons fait connaissance à propos du Brésil. Cela nous permet de passer très rapidement sur les activités des TFP dans les autres pays, notamment d'Amérique du Sud.

CHILI

Après tout ce que l'on sait sur le rôle joué par les TFP dans les événements brésiliens de 1964 (cf. "forum" No 65-66), personne ne s'étonne plus d'apprendre qu'ils sont impliqués aussi dans le coup d'Etat militaire renversant le gouvernement Allende au Chili en 1973. Sous le nom de "Fiducia" (titre d'une revue de droite) la section chilienne était active bien auparavant déjà. Elle s'en était en effet déjà prise au Président démocrate-chrétien Eduardo Frei, à qui elle avait reproché dès 1965 ses velléités de réformes agraires contraires, selon elle, à l'institution du droit de propriété (2). C'était donc déjà la mise en place du même scénario que celui qui avait mené à la chute du gouvernement Goulart au Brésil (3).

L'attaque la plus virulente contre le gouvernement DC du Chili devait cependant venir d'un responsable de la TFP brésilienne. En effet Fabio Vidigal Xavier da Silveira publia "*Frei - le Kerensky chilien*", livre qui, selon les TFP, circula clandestinement au Chili, parce qu'il y avait été interdit (4). Mais ni ce livre, ni l'appel de la TFP (5) à Paul VI, le 8 octobre 1970, afin qu'il intervienne personnellement pour interdire aux députés de la DC de voter en faveur d'Allende (l'épiscopat chilien s'était en fait engagé à ne pas prendre position), n'allèrent éviter l'élection du marxiste S.Allende comme président de la République: Les prophéties de la TFP se voyaient confirmées: Allende succédait à Frei comme Lénine jadis à Kerensky.

L'opposition contre ce gouvernement de l'unité populaire ne se fit pas attendre et la TFP, bien qu'étant reléguée (6), s'honora d'avoir été parmi les combattants les plus actifs. En février 1973 elle publia dans cinq journaux le manifeste "*L'autodémolition de l'Eglise, facteur de la démolition du Chili*", dans lequel elle expliquait que "*l'appui constamment accordé au régime d'Allende par le Cardinal Silva Henríquez, par la majorité de l'épiscopat et par une fraction importante du clergé était la cause fondamentale du maintien de*

la coalition socialo-communiste au pouvoir. Le manifeste (...) montra aux Chiliens que, comme catholiques, ils n'étaient pas obligés en conscience de suivre leurs pasteurs dans le soutien que ceux-ci apportaient au régime d'Allende; bien au contraire, ils devaient s'y opposer."

Mais loin de se limiter à la propagande idéologique, certains membres de la TFP passèrent aux actes. Ainsi Orlando Saenz, président de l'Association des Entrepreneurs, était un des directeurs des "gremios", corporations, du type fasciste, fondées par la TFP chilienne. O. Saenz était en même temps un des chefs de "Patrie et Liberté", autre groupement de droite, qui importait clandestinement des armes du Brésil, où la TFP lui avait appris comment préparer un coup d'Etat militaire. Ainsi la TFP et "Patrie et Liberté" organisaient le 6 septembre 1973 une grande manifestation de femmes, avec l'aide du CIA et du grand quotidien "El Mercurio" qui leur était totalement inféodé, manifestation semblable à la "Marche de la Famille" du 19/3/1964 à São Paulo. Le combat idéologique est coordonné par un "Centre pour l'Etude de l'Opinion Publique" fondé par la TFP. Les troupes de choc composées de jeunes militants de la TFP ne manquent pas non plus à Santiago(7).

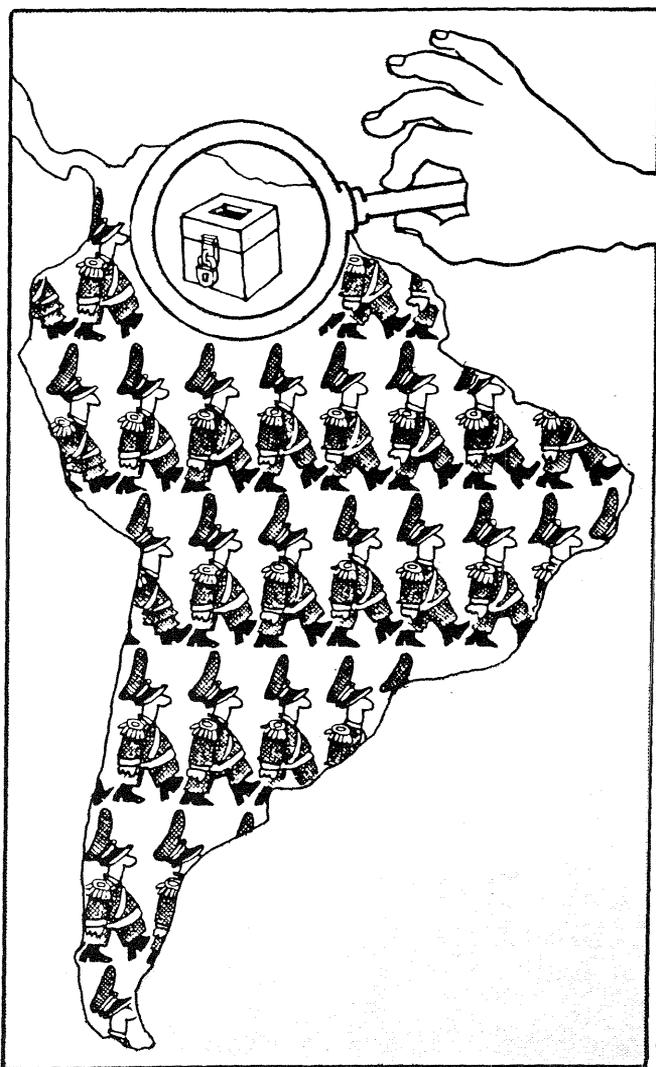
Après le coup d'Etat, les militaires, sans idéologie sociopolitique propre, allaient recourir aux bons offices de Jaime Guzmán, inventeur du "gremialisme", version chilienne du corporatisme fasciste à la Mussolini, qui devint leur idéologue en chef, et qui donna une base (pseudo-)philosophique et (pseudo-)religieuse à leur prise de pouvoir. Ce sont ses idées qui formèrent le fond de la Déclaration des Principes que la junte publia en mars 1974 et c'est lui qui écrira la plupart des discours du général Pinochet. Et c'est encore lui qui fut un des principaux organisateurs du référendum-bidon de 1978 (8). Cette collaboration d'un de ses membres avec la junte allait porter des fruits pour la TFP tout entière: C'est elle qui contrôle dès 1973 l'organisation tripartite composée du Secrétariat national des femmes, du Secrétariat national de la jeunesse et des "gremios", dont le rôle dans les grèves conduisant au coup militaire est connu (9). Par l'entremise des militaires la TFP put mettre en pratique au Chili cette idéologie que nous avons analysée dans "forum" No 63 et que son président-fondateur P.C. de Oliveira résume très judicieusement dans son "best-seller" "*Révolution et Contre-révolution*": "*Par ordre, nous entendons la civilisation chrétienne austère, hiérarchique, sacrée dans ses fondements, anti-égalitaire, et anti-libérale*" (10).

Il est connu que l'Eglise du Chili, après quelques hésitations au début, ne partage pas du tout cette conception autoritariste de la junte chilienne, et les heurts avec le gouvernement du général Pinochet ou la TFP ne se comptent plus en 10 ans. Un exemple typique pour la façon dont la TFP cherchait à diviser l'Eglise, comme au Brésil, pour briser son refus du régime, est raconté par Penny Lernoux qui y voit une des méthodes typiques du CIA (11): Lors d'un dîner avec la presse étran-

gère l'évêque Carlos Camus, secrétaire de la conférence épiscopale chilienne, n'hésita pas à critiquer la junte militaire, étant donné qu'ils parlaient à bâtons rompus, sans enregistrement. Mal lui en prit. Un "journaliste" colombien avait noté ses déclarations et les fit publier dans la presse pro-gouvernementale, bien sûr en les tirant de leur contexte, pour démontrer que l'Eglise était submergée par les marxistes. L'auteur de cette indiscretion, Alvero Oineda Castro, est décrit par Philip Agee dans son livre "CIA Diary" (Londres 1975) comme homme de main du service secret des Etats-Unis.

La lutte de la TFP chilienne contre la hiérarchie catholique atteignit un nouveau sommet avec la publication, en 1976, du livre "L'Eglise du Silence au Chili", visant à prouver la connivence du cardinal Silva Henríquez et d'une bonne partie du clergé avec le marxisme et appelant les laïcs à montrer leur amour de l'Eglise en désobéissant à leurs pasteurs (12). Mais la TFP ne réussit pas à entamer l'unité de l'Eglise. Les évêques annoncèrent qu'ils allaient excommunier toute personne faisant de la propagande pour ce pamphlet, menace qui visait également la presse alignée, et le Vatican même réprouvait la publication de la TFP (13) diffusée bien au-delà du Chili (14).

Notons encore que l'évêque intégriste Marcel Lefebvre, lui-même en opposition avec le pape, fut l'hôte de la TFP chilienne en 1977. Il l'encouragea en taxant à son tour le cardinal Silva de subversif.



Plantu, Les cours du caoutchouc sont trop élastiques

ARGENTINE

En Argentine les TFP sont sans doute responsables d'un crime impardonnable: le meurtre de l'évêque de La Rioja, Mgr. Enrique Angelelli. Sous forme d'encarts publicitaires, publiés dans la presse locale, les TFP lancèrent une véritable campagne de haine contre cet évêque qui cherchait à rendre à la population paysanne et indienne de son diocèse sa dignité d'hommes face aux grands propriétaires fonciers et aux autorités locales. Le reproche le plus "classique" qui lui était fait, c'était d'être un marxiste. Mgr. Angelelli, après plusieurs de ses prêtres, fut assassiné en 1976 et son meurtre fut camouflé en accident de voiture. Son attaché-case disparut; il semble qu'il contenait des preuves sur les auteurs des meurtres des prêtres engagés de son diocèse ainsi qu'une liste des futures victimes, dont lui-même (15). Même si le lien des TFP avec ces assassins n'est pas formellement établi, le climat qu'elles ont créé autour de Mgr. Angelelli a grandement profité à ses adversaires sans scrupules.

La section argentine des TFP est issue de la revue "Cruzada" ("Croisade", contre les communismes, cela s'entend). En 1965 celle-ci avait attaqué violemment la CGT argentine et en 1966 elle s'en était prise au Président de la République, le général Onganía qu'elle soupçonnait de préparer des réformes de structures à caractère socialiste: "Depuis lors se sont succédés les documents publics par lesquels la TFP argentine ne cesse d'intervenir dans les moments cruciaux de la vie de sa patrie, pour alerter l'opinion nationale devant les dangers d'un dérapage vers le communisme" (16). En juillet 1972 elle lança le livre "Les Kerensky argentins" dénonçant le péronisme comme "bluff" consistant à préparer l'avènement de nouveaux Lénine (17).

La dernière action plus spectaculaire de la TFP argentine fut en avril 1982 son intervention publique au moment de la guerre des Malouines. Sous forme de lettres ouvertes elle mit le gouvernement militaire en garde contre l'alliance avec la Russie soviétique, car "ce serait aliéner sa souveraineté sur son propre territoire continental entre les mains des communistes."- "Les éclaircissements apportés (...) furent accueillis comme un jaillissement de lumière au milieu de ces jours troublés de la nation argentine" (18).

AUTRES PAYS

Dans les autres pays, où la TFP est implantée, parfois sous un autre nom, les thèmes de ses campagnes sont exactement les mêmes que ceux que nous avons déjà vus. Comme au Brésil, comme en Argentine, les TFP de Colombie, de l'Equateur et même des Etats-Unis se sont opposées à ce qu'elles appellent des réformes agraires "socialistes et confiscatoires" (19).

L'autre sujet le plus fréquent est le reproche de communisme adressé à l'Eglise. Dès 1963 le président P.C. de Oliveira dénonce dans un livre sur "La Liberté de l'Eglise dans l'Etat communiste" les efforts de l'Eglise polonaise pour arriver à un modus vivendi avec les autorités communistes. Selon lui, la hiérarchie doit enseigner tout le Décalogue, y compris "le 7^e et le 10^e commandements irréductiblement opposés à la propriété collective". Que l'édition française de ce livre ait obtenu des éloges de la part de la Sacrée Congrégation des Séminaires et Universités reste une affirmation non prouvée des TFP (20). Dans cette logique il n'est que normal que les TFP se soient déclarés "en état de résistance à l'égard de l'Ostpolitik de Paul VI", déclaration qu'elles diffusèrent en

1974 dans 45 journaux au Brésil et dans 21 journaux de 10 autres pays (21).

Plus fréquentes sont cependant les accusations de subversion marxiste adressées à tel évêque ou tel organisme ecclésiastique. Outre les cas déjà vus, il faut en mentionner encore en Espagne (1974), au Canada (1978) et en Bolivie (1980) (22). A cet effet, les TFP n'hésitent pas, comme au Chili, à collaborer avec les dictateurs en place. Ainsi en Uruguay, devant le refus de certains libraires de vendre l'ouvrage de la TFP chilienne "L'Eglise du Silence" (cf. supra), la section locale fit appel à Adolfo Alencastro, chef de la police tortionnaire de Montevideo, afin qu'il exerce une pression sur les libraires récalcitrants (23). La TFP uruguayenne publia son propre livre sur l'Eglise en 1976: "*La Gauche dans l'Eglise: 'Compagnon de Route' du Communisme dans la grande Aventure de ses Echecs et de ses Métamorphoses*". Elle y montrait que "*le terrorisme tupamaro ne fut qu'une mise en scène jouée avec la complicité d'importants secteurs de la Hiérarchie et du Clergé de l'Uruguay, pour pouvoir instaurer un régime socialo-communiste dans ce pays*" (24). Parmi les ennemis de l'Eglise y figuraient le Parti Démocrate des Etats-Unis à côté de l'Union Soviétique (25).

A côté de ces gros canons les campagnes contre la législation du divorce en Espagne (1978) ou contre l'obligation d'envoyer les enfants au jardin d'enfants aux Etats-Unis (1976), afin de défendre "la famille", ne sont que des combats mineurs (26), de même la campagne nord-américaine contre la politique des droits de l'homme de J. Carter (27). Mais toutes ces actions sont bien révélatrices pour l'idéologie anti-démocratique, voire le mysticisme médiéval, qui sous-tendent l'anti-

communisme des TFP.

m.p.
(à suivre)

- (1) Bulletin des 15 TFP, No 2/1983.
- (2) Bulletin, No 1, p.3.
- (3) cf. "forum" No 65-66.
- (4) Bulletin, p.4.
- (5) Charles Condamines, *L'Eglise catholique au Chili. Complicité ou résistance?* (1958-1976), Paris s.d. (1977), p.60.
- (6) Bulletin, p.5.
- (7) Penny Lernoux, *Cry of the People*, New York 1980, p.297.
- (8) Ibid., p.295s.; cf. Julio Silva Solar, *La doctrine de la junte: construire un Etat chrétien fasciste*, in: CJNI No 263, sept.1975, pp.16-18.
- (9) Lernoux, p.296.
- (10) Cité d'après J.S. Solar, op. cit., p.17.
- (11) Lernoux, p. 298.
- (12) Bulletin, p.7; Lernoux, p.299.
- (13) Lernoux, loc.cit.; Condamines, pp. 231s.
- (14) Bulletin, loc.cit.
- (15) Lernoux, pp.346-350; cf. "Luxemburger Wort" du 20/8/1983, p.2.
- (16) Bulletin, pp.3-4.
- (17) Ibid., p.5.
- (18) Ibid., p.10.
- (19) Ibid., pp. 5(1970:Colombie, 1971:Equateur), 8 (1977: Etats-Unis).
- (20) Ibid., p.3.
- (21) Ibid., p.7.
- (22) Ibid., pp.6,9.
- (23) Lernoux, pp. 282s.
- (24) Bulletin, p.7.
- (25) Lernoux, p.283.
- (26) Bulletin, pp.7,8s.
- (27) Ibid., p.8.